



CONFÉRENCE DE L'EFFAT
COMBATTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
GARANTIR L'EMPLOI

BRUXELLES, 23-24 SEPTEMBRE 2009



Avec le soutien de la Commission européenne,
Direction générale Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances



Projet co-financé par la Commission européenne Nr VS/2008/0475

CONFÉRENCE DE L'EFFAT

COMBATTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE GARANTIR L'EMPLOI

BRUXELLES, 23-24 SEPTEMBRE 2009

TABLE DES MATIÈRES

COMPTE-RENDU DE LA 1 ^{ÈRE} JOURNÉE.....	5
COMPTE-RENDU DE LA 2 ^{ÈME} JOURNÉE.....	17
TABLE RONDE.....	21
DÉBAT.....	24
ANNEXE 1 - PLAN D'ACTION DE L'EFFAT.....	27
ANNEXE 2 - PRÉSENTATIONS DES ORATEURS.....	29
ANNEXE 3 – LISTE DES PARTICIPANTS.....	29





Projet co-financé par la Commission européenne Nr VS/2008/0475

CONFÉRENCE DE L'EFFAT

COMBATTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE - GARANTIR L'EMPLOI

BRUXELLES, 23-24 SEPTEMBRE 2009

COMPTE-RENDU DE LA 1^{ère} JOURNÉE

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

ouvre la séance en remerciant la Commission européenne et le Comité économique et social européen pour leur soutien à cette conférence.

Il s'excuse également pour les inconvénients dus à l'hébergement, puisqu'il n'y avait plus de chambres disponibles à Bruxelles.

Il rappelle également la tenue de la conférence en 2002 sur le même sujet. Pour l'agriculture ce n'est pas un débat nouveau, ce qui explique que nous avons aujourd'hui plus de représentants de ce secteur.

L'objectif est de réaliser un plan d'action qui sera discuté aujourd'hui et présenté aux autres participants de demain. Nous aurons un nombre important de participants : Commission – Comité économique et social européen – CES¹ (ETUC) – journalistes...

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

J'aimerais une nouvelle fois remercier les participants et la Commission européenne, ainsi que le CESE. On parle beaucoup de changement climatique, mais on oublie souvent le tourisme, l'alimentation et l'agriculture en insistant que sur l'énergie. Nous ne devons pas mettre tous les problèmes du monde sur le changement climatique.

Le changement climatique nous préoccupe en tant que syndicat, mais nous sommes seuls à défendre le social, le GIEC l'a d'ailleurs reconnu. Un rapport de la Banque mondiale indique que jusqu'en 2050 ceci va nous coûter 5.500 milliards de dollars. Il y aura un déplacement de plus de 50 millions de personnes selon l'OIT². D'ailleurs en agriculture, il y a déjà eu des flux migratoires.

Les discussions relatives aux causes et solutions du changement climatique sont multiples. 80% d'entre elles concernent l'énergie, mais on parle très peu de nos pesticides. Les politiques vont-ils trouver un accord à ce sujet?

¹ CES : Confédération européenne des syndicats

² OIT : Organisation Internationale du Travail



Les pauvres seront les plus touchés. Par exemple l'Afrique sera la plus concernée par le changement climatique, alors qu'ils y ont contribué le moins. La gestion du dossier n'est pas simple, mais nous devons être acteurs et pas spectateurs. La CES préconise des programmes de transition, telle que la mise en place d'un dialogue social en désignant un observateur. Plus de 900 millions de personnes (un milliard selon les dernières évaluations) sont en insuffisance alimentaire.

La prise de conscience collective des syndicats contribue à développer un monde meilleur et plus propre.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

La conférence se passera en 3 séances : agriculture, tourisme et alimentation. Nous commencerons avec l'agriculture.

Nous avons préparé cette conférence dans des séminaires en Espagne et en Italie. Il en est ressorti que les travailleurs agricoles sont tout particulièrement affectés par le changement climatique étant donné que l'agriculture – y compris la sylviculture – cultive globalement près de 90% des surfaces agricoles utiles. Dans les dernières années, dans le monde et en Europe, le réchauffement a été plus rapide. C'est dû à l'activité industrielle. Plusieurs recherches sont effectuées, mais comment sommes-nous associés en tant que syndicats ? Est-ce que nous sommes des acteurs ou des victimes ? Que doit-il se passer dans l'agriculture ? Il est évident que nous devons mettre en place une stratégie d'adaptation. L'agriculture est responsable pour 2 actions : la production de méthane par l'élevage et la production d'oxyde d'azote et de phosphore par les engrais. Selon les scientifiques, il faut réduire ces 2 produits. Et si nous utilisons les herbages convenablement et que nous ne causons pas de dommages aux tourbières et marécages, nous ne produisons pas de CO₂.

La Commission européenne relate toujours dans des conférences internationales comment on a réussi dans l'agriculture à baisser de 20% environ les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2005. Comment est-elle arrivée à ces chiffres ? Ce sont nos collègues de l'Europe de l'Est qui en ont été les acteurs : cette baisse provient de l'arrêt d'entreprises de ces pays, ce qui a aussi conduit à supprimer des centaines de milliers d'emplois. Ce sont eux seuls qui ont contribué à la baisse du gaz à effet de serre. La crise financière et économique actuelle a réduit de 2% également les rejets.

Conclusions : cette politique va dans le sens de réduire la production. C'est le résultat d'un dialogue entre la science et la politique, auquel n'ont pas participé les syndicats ni la société. Nous ne voulons pas moins d'agriculture, mais une meilleure agriculture.

Comment contribue réellement l'agriculture au changement climatique ? Selon les scientifiques : nous prenons le nombre d'animaux et nous le multiplions par la quantité de gaz à effet de serre que ces animaux produisent en moyenne selon les statistiques.

Si nous acceptons cette approche, c'est faire fi de solutions véritables. La protection du climat doit pouvoir également se faire dans les entreprises. Donc celui qui produit moins de gaz à effet de serre par une meilleure alimentation des animaux et des systèmes d'isolation, doit donc pouvoir se retrouver aussi dans les statistiques.



Nous, en tant que syndicats, devons intervenir : car seul un environnement sain et un climat sain garantit nos emplois. Et parce que nous luttons pour la protection du climat et de nos emplois.

Le problème c'est que nous laissons aux autres le soin de discuter. C'est difficile, mais nous devons intervenir pour garantir l'emploi et nous le vivons avec le tabac, le riz, le coton. Nous devons nous opposer à ces orientations.

Jean-Pierre KLAPUCH et Patrick CAUDRON, Experts, Réseau Projectives

rappellent les objectifs principaux du projet intitulé « Le changement climatique et ses conséquences économiques, environnementales et sociales dans l'agriculture européenne » qui est réalisé avec le soutien de la Commission UE. Nous souhaitons à cette occasion remercier l'UE pour nous avoir offert la possibilité d'organisation cette conférence à Bruxelles, qui constitue l'évènement principal du projet.

Avec ce projet, l'EFFAT et ses organisations membres veulent :

- S'informer plus largement sur le changement climatique
- Organiser un échange d'informations entre les organisations membres sur les adaptations structurelles nécessaires,
- Mettre sur pied des bases pour élaborer des solutions des partenaires sociaux aux changements structurels nécessaires.

A l'occasion de cette conférence européenne, les résultats du projet seront présentés ; ceux-ci sont résumés dans le plan d'action à mettre en œuvre par l'EFFAT (voir page 27)

Lucia GARCIA-QUISMONDO, FTA-UGT, Espagne

Comme nous l'avons dit, nous avons une rencontre au mois de mai avec le syndicat CC.OO et avec les représentants de l'alimentation et du tourisme ainsi que d'autres experts. (L'intervention est jointe au procès-verbal). Nous avons discuté du problème de l'eau. Un conflit existe à ce niveau en Espagne : en raison d'un texte de loi qui est de longue date (1985) qui précise qu'il faut assurer la distribution aux personnes puis à l'agriculture, puis à l'industrie et à l'énergie. L'autre conflit, c'est par exemple le Tage et la région de Murcia qui a besoin de beaucoup d'eau. La Castille également n'a pas assez d'eau.

Population, alimentation et économie sont les priorités. Nous devons être durables, respecter les critères sociaux. En 1991 une loi a été mise en place pour garantir le management de l'eau. C'est un conseil national qui planifie au niveau national : Consommation, agriculture, industrie. Ce conseil informe sur la situation.

L'agriculture en Espagne consomme 68% de l'eau. 15% des surfaces sont concernées. Les oliveraies ont besoin de beaucoup d'eau. Les petits agriculteurs ont également besoin d'eau afin de rester sur place. Le gouvernement doit garantir une agriculture durable. Nous devons utiliser l'eau plus efficacement. Nous souhaitons, en Espagne, discuter avec les délégués de l'environnement pour mieux travailler en commun. Il y a aussi les problèmes de formation. Ce sont, en gros, les points discutés lors de cette conférence en mai.



Jorge SANTOS, SETAA, Portugal

Le Tage (et le barrage) est un fleuve de la péninsule ibérique et la question est gérée par la loi internationale sur la gestion de l'eau. Nous avons aussi un manque d'eau. Je ne veux pas ouvrir de polémique mais présenter la situation de la gestion au niveau international. Les fleuves transnationaux n'appartiennent pas à un seul pays mais en tant que fleuves européens, ils doivent être protégés par l'Europe.

Claire ETINEAU, AGRI-CFTC, France

Je travaille en tant que déléguée de l'environnement dans une entreprise transnationale. Les délégués de l'environnement représentent une bonne orientation, et il faudrait l'élargir au niveau européen. Lucia vient de mentionner que les oliveraies ont besoin d'eau et il faut que les politiques se penchent sur ces questions. Il faudrait établir des programmes de recherche pour faire face à des situations de sécheresse.

Le **Président** rappelle l'importance de la recherche dans le domaine d'une agriculture durable.

Salvatore LO BALBO, FLAI-CGIL, Italie

Mon intervention se situe en 5 parties (jointe au procès-verbal)

- 1) Introduction : Il rappelle le contenu du livre blanc qui s'intitule : « *Adaptation au changement climatique : Vers un cadre d'action européen* ». Le secteur agricole et rural, comme bien d'autres, se trouve à la fois en position de pollueur et de victime des effets de la pollution. Comme indiqué dans le livre blanc, l'UE doit renforcer sa résilience aux effets du changement climatique en se créant de nouvelles possibilités d'investir dans une économie à faible intensité de carbone, notamment par la mise en avant de l'efficacité énergétique et de l'utilisation de produits verts. Le travail qui a déjà été accompli jusqu'ici et cette conférence permettront à l'EFFAT de relayer les intérêts de millions de salariés européens tant au sein du Comité Economique et Social qu'auprès des Nations unies.
- 2) Il rappelle les 5 propositions de Ranco³ :
 - Contribution de la PAC à la lutte contre les causes du changement climatique. Il faut une réduction des gaz à effet de serre aussi bien dans la production que dans les autres activités humaines.
 - Refonte des paramètres en vue de favoriser la vie en montagne et dans les zones rurales. Mettre en place une série de mesures pour juguler l'émigration des populations vers les villes.

³ Un séminaire sur le changement climatique dans les régions défavorisées, régions de montagne et ultrapériphériques s'est tenu dans la ville italienne de Ranco pour préparer cette conférence

- Faire des zones défavorisées des zones de développement, en faisant évoluer l'idée que les zones défavorisées le seront pour toujours. Mettre en place un plan d'action avec des mesures appropriées, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif : revenus, PIB, histoire, culture patrimoine...
- Activités de boisement et de reboisement en favorisant le patrimoine naturel considérable et partout présent en Europe.
- Autosuffisance énergétique par la biomasse, le photovoltaïque, le solaire, l'éolien, la géothermie.

En conclusion, comme le préconise la Commission, il serait utile d'initier une discussion avec les autres partenaires sociaux du secteur agricole et forestier afin de dégager des stratégies communes et les soumettre à la Commission européenne.

Patrick LEMAIRE, FGA-CFDT, France

Nous avons parlé de recherches, je travaille pour la recherche au sein de la fédération agroalimentaire CFDT. Il existe des programmes pour les cultures de remplacement. Il faut une réflexion globale sur tous les éléments, et les programmes nationaux devraient être élargis au niveau européen.

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

J'en ai assez de la politique des chercheurs qui disent que 80% proviennent de l'énergie. Les chercheurs oublient qu'il y a des salariés et plus de 900 millions de personnes sont en insuffisance alimentaire. Les USA achètent le maïs au Mexique qui, eux, n'ont plus rien à manger. Souvent il y a des réunions où l'EFFAT n'est pas invitée, il faut souhaiter qu'il y ait des changements avec la nouvelle Commission qui désignera un Commissaire au changement climatique.

Jorge SANTOS, SETAA, Portugal

Présente Luis qui intervient pour la SETAA. Jorge remercie tous les collègues et l'EFFAT pour leurs actions communes depuis 30ans. Il rappelle que c'est probablement la dernière réunion de l'EFFAT à laquelle il participe et il souhaite beaucoup de succès à tous, et surtout à son successeur : Luis.

Luis CARLOTO MARQUES, SETAA, Portugal - Présentation en annexe

Nous avons eu de grands incendies au Portugal. Des usines ont dû fermer, consécutivement aux incendies de forêts. Le liège est un produit qui emploie des milliers de personnes, ce sont surtout des saisonniers, des spécialistes. Le produit le plus connu est le bouchon, mais il y a aussi l'automobile, l'avion, les bateaux. Les consommateurs doivent être informés de la tendance à utiliser de plus en plus les bouchons synthétiques. Nous avons un arbre dans le secteur de la Méditerranée qui supporte bien le changement climatique et pour l'Afrique du nord c'est un élément important. L'écorce est utilisée comme le liège. 14000 personnes y travaillent. L'Afrique contribue le moins au changement climatique, mais le subit le plus.



Les incendies ont poussé de nombreuses personnes à se déplacer dans les villes, et le changement climatique renforce cette situation. Il faut adapter les forêts au changement.

Antonio CARBONE, ALPA, Italie

Nous devons changer les relations : ville/campagne. L'EFFAT doit déployer une action politique en mettant en exergue l'apport fructueux de l'agriculture.

Jesper LUND LARSEN, 3F, Danemark

Nous pouvons changer de comportement et réduire l'énergie avec des stratégies quotidiennes, par exemple en coupant les lumières inutiles ou en réduisant la chaleur dans les serres. Les tracteurs peuvent y contribuer également en adoptant une conduite plus souple. Comment adapter le changement climatique à l'agriculture ? Par des toits solaires sur les étables permettant de chauffer l'eau. On peut aussi stocker la chaleur en été dans les serres pour la libérer en hiver. Nous devons démontrer à Copenhague que les syndicats font des efforts et qu'ils veulent contribuer à créer des emplois verts. Nous sommes d'accord de nous retrouver le 11 décembre prochain pour réaliser le document final.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

L'EFFAT présentera sa prise de position à Copenhague. Notre syndicat danois affilié 3F organisera cette manifestation. Nous y présenterons le travail de ces 2 jours.

Brindusa Cezara SOARE, AGROSTAR, Roumanie – Présentation jointe à ce compte-rendu

La Roumanie contribue à 6% à l'agriculture européenne. Nous sommes très touchés par le changement climatique, car nous vivons dans une région qui subit des températures très élevées et très basses. Il y a des années où nous manquions d'eau, alors qu'en 2005 nous avons beaucoup d'inondations. Nous constatons une augmentation des précipitations surtout dans le sud et l'est. Nous constatons des augmentations des températures en hiver.

62% des surfaces sont agricoles, et il y a 4 millions d'agriculteurs. Nous sommes touchés par le changement, les risques vont être grands. 40% sont concernés par l'irrigation. Nous sommes inquiets d'une désertification après 2015. C'est un secteur vulnérable, sur les 17 millions d'hectares, 9 sont concernés très fortement. 3,5 millions d'hectares de céréales sont déjà touchés. Le blé va augmenter mais les autres vont baisser. L'élevage connaît parmi les jeunes animaux des problèmes liés à la pollution de l'air. La pêche souffre aussi ainsi que l'alimentation.

Dusan URBAN, OZPP, Slovaquie

Je vous salue au nom des syndicats slovaques de l'agriculture. Il y a des mesures à long terme qui conduisent à des conséquences économiques et écologiques dramatiques, il y a donc nécessité d'adapter la production de gaz à effet de serre au changement climatique. Depuis 2005 nos collègues étudient les conséquences écologiques économiques et sociales du changement climatique. Comment éliminer ou réduire ces conséquences dans l'agriculture ?



Le modèle régional RICCA propose une solution originale économique pour l'agriculture slovaque en 3 étapes : 2005-2006-2007. Nous ne pouvons pas, ici, développer ce travail qui, est compatible avec d'autres études européennes et est public. Notre souci essentiel est la protection de la nature : Faune, flore, eau, terre, qui se trouvent tous dans une situation avec d'importants risques.

Nous ne pouvons pas évaluer objectivement la situation d'ici 25 ou 75 ans, sinon d'une manière subjective ou encore spéculative. Les syndicats et les chercheurs n'ont pas les moyens de rechercher des solutions macroéconomiques.

Même si nous sommes un petit pays, nous ferons le nécessaire à ce que les conséquences du changement climatique soient traitées ensemble dans le domaine de la science et de la recherche. Je suis convaincu que nous retiendrons des éléments positifs de ce séminaire.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

La discussion est bonne. Quelques aspects importants :

- Le modèle roumain est à utiliser par les autres pays car il donne un aperçu sur les structures et les conséquences.
- Le changement climatique est pour beaucoup un nouveau thème surtout pour le sud. Ca veut dire qu'il existe en réalité. Nous ne devons pas être en retard.
- Développer des plans d'action concrets, c'est la première discussion intersectorielle. Il est vrai qu'il y a des différences, nous devons convaincre nos partenaires sociaux de la nécessité de discuter. Nous devons rester ensemble, mais les débats doivent être menés par secteurs.
- En conclusion, beaucoup de choses ont été dites et il serait utile de nous faire parvenir un certain nombre d'éléments. Peut-être se revoir dans un an.

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

Nous avons constitué des groupes de travail et nous devons continuer à traiter d'autres thèmes. 10% du sol au niveau planétaire sont occupés par l'agriculture. Il faut lancer une campagne dans nos syndicats aux niveaux sectoriel et intersectoriel.

Kerstin HOWALD, EFFAT, Secrétaire Tourisme de l'EFFAT – Document joint

Nous avons discuté, en 2002, sur un tourisme durable. Nous discutons avec d'autres partenaires syndicaux : ETF- UNI. Nous n'avons pas de document spécifique sur le tourisme à l'EFFAT et nous sommes heureux aujourd'hui de participer à ces débats. Le tourisme contribue et souffre du changement climatique.

Le transport contribue à 75%, les hôtels à 21%. Globalement 5% dans le monde.

900 millions de touristes dans le monde dont plus de 50% en Europe.



Distance parcourue avec 1 kg d'émission, le train (TGV⁴) parcourt le plus de kms et l'avion le moins.

Il y a des mesures à adopter : reforestation, nouvelles technologies, plus d'efficacité.

Dans les hébergements on peut aussi réduire : serviettes, eau, déchets emballages, alimentation.

Conséquences importantes pour le tourisme : Augmentation de la température, approvisionnement en eau, neige, glaciers, montée des mers.

L'attente est importante dans les montagnes vu la montée de la limite neige de 300m en 2030.

La chaleur qui augmente entraîne des incendies des forêts.

Les prix augmentent, déplacements des courants vers le nord, ou plutôt à l'intérieur ou en altitude.

Nouvelles attractions spectaculaires : Fonte des glaciers.

Malheureusement sur les emplois il n'y a pas de données.

Tourisme durable en Europe : 1% concerné en Europe. Les touristes ne tiennent pas compte actuellement de ces questions.

Mesures : Prendre en compte par les touristes la durabilité. Plateforme d'infos, certifications gratuites par les agences de voyages et qui peuvent être rémunérées.

Conséquences à prévoir sur les emplois, les recherches doivent intégrer les emplois. Les syndicats doivent être intégrés dans les études et les prévisions. Le dialogue social est un élément important.

D'autre part, il faut s'orienter davantage sur la promotion d'énergies renouvelables, la construction d'immeubles durables.

Conclusion : le tourisme va augmenter de 4% par an. Il y a déjà maintenant des gagnants et des perdants entre le nord et le sud. Le changement climatique n'est pas le seul élément qui conditionne le tourisme, mais aussi les conditions sociales et le pouvoir d'achat.

Le thème n'est pas arrêté, la discussion continue.

Répondant à 2 questions sur l'impact des TGV sur l'environnement et la neige sur les emplois perdus, Kerstin confirme que ce sont des projections, et que nous devons poursuivre les débats.

⁴ Très Grande Vitesse

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Le tourisme et l'agriculture sont liés. Nous ne pouvons pas développer le tourisme contre l'agriculture. L'eau est importante, par exemple pour le golf ou le tourisme. Nous devons donc nous engager en faveur de systèmes intégrés qui mettent l'eau à disposition d'abord pour le tourisme et ensuite pour l'agriculture. Utilise l'eau de cette façon, cela concerne des millions de mètres cubes. Il faut aussi inclure la protection des fleuves européens.

Josefina GARCIA LUPIANEZ, FECOHT-CC.OO, Espagne – Présentation jointe

En Espagne, la situation est mauvaise, et d'autres pays doivent apprendre de nos erreurs. En Espagne, nous avons 67 millions de touristes, mais le nombre est en baisse, et 2 millions de salariés. C'est important et le climat aura des conséquences négatives pour nous. Les salariés seront les premiers touchés. La montée des mers est un élément négatif, et le manque de pluie sera un élément important. Les touristes en montagne baisseront vu le manque de neige. Les entreprises sont touchées : agences de voyage, transport. Conditions de travail : dégradation, contrats précaires. Mesures d'adaptation : renforcer certaines formes de tourisme, améliorer les infrastructures, vacances plus proches. Protéger nos côtes et ne pas construire n'importe quoi, n'importe où, dans des conditions de manque d'eau ou de risques de catastrophes naturelles. Les partenaires sociaux ont un rôle important à jouer.

Il faut une harmonisation des planifications des villes et territoriales. Nous avons un Conseil tripartite sur le changement climatique. Nous devons établir des cartes des zones à problèmes.

L'analyse du tourisme doit être globale. Il nous faut unir nos efforts et nos forces entre pays et organisations.

Notre planète peut s'opposer à certains risques.

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

L'image de Greenpeace doit nous faire réagir. Je suis d'accord avec la conclusion de Josefina : agir ensemble. Nous devons nous faire entendre davantage : RSE, discussions nationales sont importantes. Créer un réseau EFFAT. Formation : c'est un élément important dans chaque pays. Il est vrai que la crise financière actuellement est plus importante que le changement climatique dans l'opinion. Comment pouvons-nous sensibiliser les gens? 60% sont des saisonniers, 30% dans le tourisme, en montagne, en hiver. Est-ce en Normandie qu'il y aura les prochaines vendanges ?

Nous devons aussi intégrer l'environnement dans les discussions de la PAC. Avec les employeurs, il faut défendre des emplois de qualité.

Salvatore LO BALBO, FLAI-CGIL, Italie

Il faut se mettre d'accord et détailler les positions. Faut-il également intégrer la précarité dans les débats. Faut-il des oranges toute l'année ? Le travail agricole n'est pas précaire mais saisonnier. Nous avons 1 million de saisonniers en Italie. Nous devons réfléchir sur la mise en commun. Nous ne pouvons pas garantir des produits frais toute l'année. Le travailleur agricole est toujours considéré comme précaire par la Commission européenne.



Barbara BINDNER, FGA-CFDT, France

« Produit naturel pour les bouchons » marqué sur les bouteilles. L'information doit être indiquée, les produits naturels doivent être protégés. Il y a des gens qui vivent des exportations toute l'année pour nous permettre de manger des fruits. Le transport doit être plus propre, y-a-t-il des moyens plus durables ? Nous avons besoin d'informations sur l'environnement, et être en accord avec d'autres organisations.

Jorge SANTOS, SETAA, Portugal

Il ne suffit pas de mettre une étiquette, mais il faut savoir ce que sont les productions mauvaises. Que sont les autres produits de remplacement du bouchon ? Le consommateur doit connaître les différences. Il faut mener des campagnes de sensibilisation, également auprès des politiques.

Fernando MEDINA, FECOHT-CC.OO, Espagne

Il faut faire la différence entre saisonniers et précarité. Sur la précarité, les syndicats peuvent agir, c'est la nature qui dicte souvent les statuts. Le tourisme est dirigé par les vacances scolaires en été, c'est un problème de société.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Présente un plan des discussions de la journée, avec les interventions (les textes disponibles sont joints dans la langue originale uniquement)

Nous n'avons pas eu le temps de présenter par écrit les discussions d'aujourd'hui.

Que devons nous faire dès maintenant, et dans les prochains temps ?

1-Dialogue social agriculture : Avec le GEOPA-COPA, nous souhaitons une discussion sur plusieurs points :

- Etude sur le changement climatique, conséquences pour le personnel, la santé et la sécurité.
- Projets européens sur la protection du climat dans les entreprises ;
- Initiatives environnementales
- Conséquences du changement climatique
- Impact social : intégrer les syndicats

2- Protection climatique

- Lobbying sur le thème : pas moins d'agriculture, mais une meilleure agriculture
- Pas de politique de réduction sur l'élevage : bétail...
- Intégrer les syndicats aux programmes d'adaptation : eau...
- Renforcer les syndicats dans les programmes de recherche du 8^{ème} programme-cadre sur le changement climatique et l'agriculture



- Adapter des mesures du Fonds « catastrophes » au changement climatique : incendies, plantes résistantes aux incendies (chênes- liège)
- Créer des programmes pour les travailleurs qui perdent leur emploi suite au changement climatique
- Approfondir les questions des énergies renouvelables

3- Politique agricole commune (PAC)

- Protection contre les incendies
- Adapter rapidement certains programmes comme ceux sur l'utilisation et la politique de l'eau par exemple
- Protéger les fleuves européens et définir leur usage
- Protéger les salariés des régions défavorisées

4 – Sur le plan interne

- Informer les syndicats nationaux
- Echanges entre les syndicats sur les actions menées

Claire ETINEAU, CFTC-AGRI, France

Je ne vois pas la taxe carbone, cela nous touche tous aussi bien salariés qu'employeurs.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

C'est un problème plus général, nous soutenons les positions de l'EFFAT et de la CES. Nous devons nous préparer pour demain. La reforestation est utilisée pour diminuer le CO₂. En Europe il est nécessaire de mener la même opération.

Jorge SANTOS, SETAA, Portugal

Le marché n'est pas comme tu l'as dit. Les grands problèmes du marché commun (les bouchons de liège par exemple) pourront être repris après la conférence, tout comme l'alimentation et le tourisme. Il existe un document de l'EFFAT qui reprend ces points.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Le document existe, c'est vrai. Les bouchons de liège ont été discutés dans le cadre de la réforme du vin. L'EFFAT ne doit pas vendre des bouchons de liège, mais sauver les emplois. L'utilisation du liège pour les bouchons ou pour la construction ne joue aucun rôle pour l'emploi.

Eric DRESIN, Secrétaire Alimentation de l'EFFAT - Intervention jointe au procès-verbal

Dans 20 ans la population mondiale va croître de 40%, cela signifie : plus d'aliments, plus de problèmes environnementaux, plus de pollution. Les objectifs sont contradictoires : répondre à la demande et limiter la pollution. Sur l'agriculture l'effet se fait sentir par la demande de produits « verts » et la pression des distributeurs.



Au niveau européen les émissions sont : 23% des émissions, 18% gaz à effet de serre, 31% acides. Un exemple : Danone : 52% matières premières, 19% transport, 18% emballage, 11% production.

Dans le domaine de l'énergie, $\frac{3}{4}$ des machines consomment de l'électricité, solution : remplacer par des énergies renouvelables.

Pour l'emballage qui représente 6% du poids, il faut revoir le type : Tétra pack par exemple, innover dans l'utilisation de la nanotechnologie pour réduire les risques.

Le transport est un grand utilisateur : $\frac{1}{5}$ des émissions. Un produit parcourt en moyenne 600 kms. L'approvisionnement local peut être une solution tout comme le fret, ou une capacité plus grande des camions (déjà à l'étude), ou encore carburant différent et diminuer le poids des emballages.

L'utilisation de biotechnologies en agriculture permettrait une réduction également.

Concernant les emplois, il faut des moyens de dialogue social, de négociation collective, de solidarité internationale et l'amélioration des conditions de travail.

Pierre VAN NOPPEN, CFE-CGC, France

Nous perdons tous les jours des emplois dans l'agriculture à cause de la crise et du changement d'attitude du consommateur, ce qui baisse le chiffre d'affaires. La mentalité doit changer, le changement climatique peut être une opportunité pour une remise en cause du système actuel vers toujours plus de profits.

COMPTE-RENDU DE LA 2^{ème} JOURNÉE

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

Le Président ouvre la séance. Il remercie le Secrétariat de l'EFFAT pour la bonne soirée à Anvers et accueille les invités officiels et les orateurs de cette journée. Il donne la parole à

Irini PARI, Vice-présidente du CESE (Comité Economique et Social Européen)

Elle salue l'assistance, excuse son président et présente brièvement le Comité économique et social européen.

Le changement climatique conduit à perdre des emplois surtout dans les secteurs vulnérables et nous devons soutenir ces secteurs. Les secteurs que vous représentez vont être concernés, de ce fait vous avez une énorme responsabilité et vous pouvez apporter des solutions. Même si au niveau mondial des solutions sont proposées, le changement climatique continue. Les négociations à Copenhague vont nous toucher et les actions que nous prendrons vont nécessiter des mesures d'adaptation détaillées et concrètes. Il faut des plans impliquant les acteurs à tous les niveaux : mondial, européen, régional. L'éducation et la formation vont être, pour les syndicalistes et les citoyens, d'une très grande importance. Il y a des contractions aujourd'hui en Europe au niveau des emplois qui vont disparaître, alors que nous avons 8 millions de chômeurs et que 4 millions d'offres d'emplois ne trouvent pas de candidats, parce qu'il n'y a pas les véritables profils.

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

Nous ne souhaitons pas attendre, nous voulons anticiper. Mais comment aborder ces questions avec les employeurs ? Il nous manque des données et le CESE peut nous aider. Nous ne voulons pas être oubliés à Copenhague. Nous avons de bonnes expériences en Espagne et en Italie par exemple, il faut les utiliser pour tous. On parle beaucoup d'énergie et nous avons beaucoup de terre. Néanmoins elle ne suffit pas pour nourrir plus de 900 millions d'êtres humains qui ont faim. C'est un réel problème.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Présente un résumé des conclusions de la journée précédente. Nous attendons de Copenhague une prise de position qui fait suite à Kyoto, en prenant en compte les salariés, surtout dans nos secteurs. Nos secteurs sont touchés et le tourisme et l'alimentation nous ont présenté hier leur approche, ainsi que l'agriculture. Nous devons faire face à de nouveaux défis. Nous avons 25 millions de salariés. La situation dans différents pays a été analysée, nous n'avons pas de réponses aujourd'hui. Nous regrettons à ce moment de ne pas avoir la position officielle de la Commission européenne. Comment introduire nos connaissances dans la discussion sur le changement climatique ? Comment développer une réelle politique ?



Claire COURTEILLE, Confédération internationale des syndicats (ITUC - CSI)

Notre organisation représente au niveau mondial 170 millions de travailleurs. Le changement climatique conduit à des catastrophes dont 262 millions de personnes ont été touchées ces derniers temps.

Pourquoi notre organisation demande plus de discussion sur ce thème :

- Les syndicats ont compris l'importance et l'urgence de ces débats, compte-tenu du nombre de personnes concernées.
- Le coût des emplois supprimés ;
- Les pauvres et les déshérités sont le plus touchés.

Nous avons besoin d'une société qui produit moins de CO₂. Nous n'avons pas de consensus sur que nous souhaitons à Copenhague. Nous nous proposons donc 5 points pour la transition :

- Dialogue Social
- Education et formation pour les forces du travail
- Protection sociale pour les plus touchés
- Investissements et nouvelles technologies vertes
- Création d'emplois verts et plus humains

Initiatives pour les emplois verts : en 2007 un partenariat a été créé entre ITUC, les employeurs internationaux, l'OIT, pour promouvoir un dialogue sur la création de ces emplois. Le rapport a été publié en 2008, sur les emplois actuels et sur les prévisionnels. Pour les énergies renouvelables il y a 70 milliards de dollars, on cite quelques pays.

Mesures d'adaptation et réduction de gaz : les entreprises doivent jouer un rôle et c'est surtout dans le sud que les problèmes se posent du fait du déplacement sud-nord. A Copenhague nous demandons plus de moyens. Je vais encore parler de l'alimentation qui est concernée comme l'agriculture, ce sont naturellement encore les pays pauvres qui seront le plus touchés. Le rapport IPCC indique clairement cette tendance. Les zones agricoles vont diminuer de près de 50% en Afrique d'ici 2020. Des millions de personnes supplémentaires vont mourir. Si la température augmente de 3% il y aura 150 à 550 millions de personnes supplémentaires qui connaîtront la famine.

Dans l'agriculture, les conditions d'emplois et les salaires sont les plus bas et pourtant c'est le plus grand employeur avec 1,3 milliard de personnes.

En conclusion, un des éléments qui risque de compromettre la conférence de Copenhague, c'est de se retrancher derrière la crise financière. Il nous faut un modèle de croissance plus équitable.

Les gouvernements doivent s'engager à baisser le taux de gaz à effet de serre, à créer des emplois verts et à assurer une transition correcte.

Un débat s'engage ensuite auquel participent Pierre VAN NOPPEN, Antonio CARBONE, Claire ETINEAU, sur les questions suivantes : qu'est ce qui nous laisse penser que les syndicats auront plus de succès à défendre les salariés dans le changement climatique ? Transition équitable, qu'est ce que cela signifie ? Quels moyens aurons-nous pour défendre l'emploi ? Que sera la biodiversité ?

Claire COURTEILLE : Une transition juste, c'est le modèle, il faut y travailler. Le succès peut être garanti vu l'échec des politiques précédentes. Si les gouvernements n'apportent pas les moyens, il n'y aura pas d'emplois verts. Notre organisation a un fonds de pension qui peut aller vers des emplois verts.

Patrick LEMAIRE : Aménagement du territoire : il faut arriver à un meilleur équilibre entre la ville et la campagne. Ceci concerne l'eau, les surfaces cultivables et joue sur la biodiversité.

Claire COURTEILLE : Copenhague n'est qu'un début, il nous faut des moyens si nous voulons réussir cette transition. Il nous faut aussi des statistiques fiables. Il y en a tellement qui sont contradictoires. Que font les gens dans les entreprises qui ne voient que la crise et la peur de perdre leur emploi ? Il faut retrousser les manches, la crise a conduit à amplifier les injustices, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres.

Kerstin HOWALD, Secrétaire Tourisme de l'EFFAT

Que doit-il se passer à l'EFFAT ? Je représente le secteur du tourisme. Le texte est joint au procès-verbal. La présentation a été faite le jour précédent.

Quelques commentaires par rapport à la journée précédente :

Il est important que l'EFFAT ait une prise de position commune, mais aussi sectorielle. Nous manquons d'informations des différents pays. Rassembler les pratiques existantes telles qu'en Espagne, Slovaquie ou Danemark. La question de l'utilisation de l'eau a été discutée à partir des hôtels par exemple.

Josefina GARCIA LUPIANEZ, FECOHT-CC.OO, Espagne

En Espagne il y a une pression des employeurs qui sont sans scrupules dans les centres de vacances par exemple. En commun il faut économiser l'énergie, c'est un point commun.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Nous devons développer des plans d'action sectoriel, les réponses ne sont pas les mêmes. Dans l'agriculture il n'y a pas de production de CO₂, au contraire. Les taxes « carbone » ne sont pas un moyen dans notre secteur. Il manque d'instruments de protection du climat. Nous présentons un plan d'actions avec des objectifs qui seront discutés un an après. Il n'y a pas forcément des points trop théoriques, mais concrets. Qu'attendons-nous de Copenhague, du dialogue social, de la PAC ? La question centrale est la suivante : que devons-nous faire pour défendre nos salariés ?

Nous avons 25 millions d'agriculteurs autonomes. Ceux là ne sont pas repris dans les chiffres de EURES

Il rappelle le plan d'action présenté la veille.



Après la pause de midi, Arnd SPAHN rappelle la carrière de Jorge SANTOS qui part à la retraite après 30 ans d'activité en temps que secrétaire général dans le secteur de l'agriculture du SETAA. Il est actif au niveau européen depuis 1980, et après l'entrée du Portugal dans l'Union européenne, il a fait partie du Comité Exécutif tout d'abord de l'EFA puis de l'EFFAT. Nous le remercions de son engagement et lui souhaitons bonne retraite.

Eric DRESIN, Secrétaire Alimentation de l'EFFAT

Il présente son intervention de la veille sur les conséquences du changement climatique dans son secteur.

Quelques éléments nouveaux dégagés des débats :

- Les consommateurs souhaitent des produits verts alors que les prix sont plus chers et que souvent les transports augmentent.
- Pour les travailleurs, il existe des outils pour diminuer le risque de pertes d'emplois : dialogue social, conventions collectives, Comités d'entreprise européens. Les nanotechnologies conditionnent les prix des produits, mais également les conditions de travail.
- L'accès aux matières premières est crucial pour une industrie agro-alimentaire durable.

Les prochaines étapes :

- Préparation Copenhague
- Initiatives pour les sous-secteurs

Les syndicats doivent développer de nouvelles initiatives :

- La solidarité internationale est importante entre les entreprises
- La protection du travail, la santé et la sécurité ne doivent pas rester sur le carreau au nom du changement climatique ou de la crise.

Kerstin HOWALD, Secrétaire Tourisme de l'EFFAT

Elle complète son rapport présenté hier.

Nous voyons 2 aspects : acteurs et VICTIMES. Il y a 900 millions de touristes.

Les mesures prises vont vers une diminution de l'énergie, mais aussi le développement des énergies renouvelables.

Les victimes touchent surtout la montagne et les côtes. Les conséquences sont une augmentation des transports. Il y aura un déplacement des touristes du sud vers le nord.

Nous en connaissons les causes, mais pas les conséquences sur l'emploi.

Il faut anticiper le changement climatique et examiner la situation de l'emploi. Les syndicats doivent être formés sur l'adaptation. Nous avons besoin de plus d'informations, surtout sur les emplois.



Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

La Commission européenne présente toujours la baisse de 1997 à 2005 des émissions en se basant sur les émissions d'un animal, multiplié par le nombre de bêtes. L'utilisation des engrais doit être mieux gérée.

Il nous faut des projets dans les entreprises car nous n'avons pas besoin de moins de production, mais une meilleure production. Nous discuterons avec les partenaires sociaux de tous ces points.

TABLE RONDE

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Le modérateur présente les participants de la table ronde et passe la parole à

Edgardo IOZIA, Rapporteur au CESE sur le changement climatique.

Le Comité économique et social européen va voter un avis sur le changement climatique dans la région méditerranéenne. Dans cette région vivent 360 millions de personnes dont 60 ont des problèmes d'eau. Si la température augmente de 2%, ce seront 100 millions de personnes qui auront des problèmes d'eau. La santé des personnes s'aggrave, en lien avec la pollution, les risques de maladies sont plus importants. Il y a une augmentation des besoins dans l'alimentation et dans l'agriculture, ou il faudra rationaliser la consommation. Dans certaines régions, la productivité est basse et l'eau est gaspillée. Il s'agit de déployer des actions notamment des méthodes et des techniques agricoles par rapport au charbon entre autre et du recyclage de celui-ci. Il faut utiliser des substances provenant de la biomasse. Il faut garder la qualité des terrains. Une rationalisation permet d'agir sur la résistance des plantes, c'est de la bio-ingénierie.

La bataille est de longue haleine, il faut trouver les moyens et les capacités d'adaptation. Il faut aussi renforcer les compétences dans le monde du travail.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Nous coopérons avec le CESE et c'est une bonne intervention. Le maintien des pâturages, c'est un garant pour assurer un avenir durable. Dans ce contexte, je suppose poser une question à Pekka PESONEN concernant la problématique du lait. Bientôt nous aurons 1 milliard de personnes qui ont faim alors que nos agriculteurs déversent des milliers de litres de lait dans les champs. Quel est votre point de vue ?

Pekka PESONEN, Secrétaire général de l'association européenne des agriculteurs (COPA-COGECA)

Nous subissons des prix bas sur le lait. Nous ne pouvons pas accepter de spolier des produits de qualité de cette façon. Les politiques sont absentes de cette question et je comprends les agriculteurs. Néanmoins, nous ne sommes pas en 1^{ère} ligne dans cette action.

Le changement climatique est compliqué, je n'ai pas de réponses toutes faites. Nous préparons un document pour la conférence de Copenhague. Le changement climatique exerce une pression sur l'agriculture, comment pouvons-nous réduire notre empreinte carbone ? Comme beaucoup d'autres secteurs, nous devons nous adapter. Nous avons diminué de 30% le CO₂ dont 20% sont dues à la baisse des activités. Les labels verts ne sont pas une solution généralisable, car la demande est en stagnation. Il faut des techniques pour répondre à l'instabilité économique croissante.

Le changement climatique peut ouvrir des opportunités : autres types de cultures, plus durables, utilisation différente du gaz et autres utilisations des produits agricoles : biocarburant par exemple. Nous devons remplacer ce qui est perdu, nous n'avons pas un problème de quantité des produits, mais de qualité. Il faut prendre des mesures agro-environnementales, pour mettre l'argent du contribuable à profit. Il y aura probablement des impacts négatifs dans certaines zones, mais le développement de nouvelles technologies permettra de nouvelles formes d'entreprises, par les énergies renouvelables par exemple.

Un dernier point : en Europe nous n'avons pas exploité les forêts d'une manière rationnelle, nous allons utiliser des technologies permettant de meilleurs rendements.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Question à M. DOSCH : Pourquoi les produits écologiques sont-ils plus chers alors que les salaires restent bas et que nous n'utilisons pas de pesticides, et souvent produits avec de meilleures méthodes ?

Thomas DOSCH, Vice-président de l'IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique) - Groupe UE

La coopération signifie discuter ensemble. Les produits « bio » ne doivent pas être plus chers, car les engrais sont moins utilisés que les produits pour la fertilité naturelle, mais cette tendance va s'inverser du fait du prix des matières premières et pas à cause de la politique. Les jeunes agriculteurs sont très clairs, ils doivent quitter les produits fossiles pour aller vers le solaire. Il faut se payer des analyses honnêtes, il n'y a pas de match entre le conventionnel et le bio. Un exemple, la production de biocarburant à partir du colza émet du gaz hilarant 300 fois supérieur au CO₂. Pour l'élevage, il faut plus de qualité que la masse, pour cela il faut rentabiliser les étables tout en produisant moins. Plus de classe que de masse. Cette viande est plus chère. La Chine est un marché intéressant pour la viande, mais si en Chine on consommait autant de viande que chez nous, la terre culbuterait.

Notre élevage importe des millions de tonnes de protéines qui dévastent des forêts entières dans les pays d'origine. Le lait produit chez nous ne provient pas des surfaces vertes mais de protéines. Pas d'accusations mais des analyses, comment pouvons nous avoir demain une agriculture durable.

Nous pouvons avoir une agriculture sans pesticides.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Pas de ring de boxe, mais nous travaillons dans un secteur avec des méthodes différentes. Il y a aussi le social, en Italie par exemple avec 100.000 personnes.

Question à Joël DECAILLON qui prépare l'intervention de la CES à Copenhague et l'EFFAT ira à Copenhague pour affiner notre point de vue. Comment la politique peut-elle nous soutenir au niveau des emplois dans nos 3 secteurs ?

Joël DECAILLON, Secrétaire confédéral de la Confédération Européenne des Syndicats (CES-ETUC)

Nous préparons une résolution pour le 20 octobre. La CES a mené une étude en 2007 sur le changement climatique, en anticipant. Qui mène les stratégies ? Où sera la croissance demain ? 1,5% en Europe, ce sera donc aussi le cas en Chine et en Asie. Nous avons besoin de ressources et de sécurité alimentaire mondiale. Le G20 le montre clairement, il n'y a pas de remise en cause du modèle actuel car la priorité demeure le rendement financier. Est-ce que Copenhague peut modifier les paramètres ? C'est le dialogue social renforcé qui peut contribuer à les modifier avec les pouvoirs publics.

Il y des transitions et des métiers qui sont difficiles à modifier, transfert de la route vers le fret, quel chauffeur accepte une place d'ouvrier spécialisé ? La gestion sociale est compliquée, les mineurs l'ont fait. La transition est longue, le capitalisme fonctionne sur le court terme. Le moyen terme doit être accepté.

Il faut une transparence et une traçabilité dans la production, une organisation économique et sociale adaptée, une nouvelle utilisation des produits et surtout une réflexion sur quels produits de la RSE (responsabilité sociale des entreprises)

Nous sommes à un tournant et les droits des travailleurs doivent se renforcer. Il faut une transition juste vers une production « bas carbone ». Cela nécessite beaucoup de moyens et d'efforts collectifs et personnels.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Je peux te garantir que nous ne lâcherons pas la pression vers la CES.

DÉBAT

Barbara BINDNER, FGA-CFDT, France

Question à M. Pekka PESONEN : La diminution des émissions CO₂ en agriculture, constatée ces dernières années, est due essentiellement à la diminution du cheptel. Etes-vous d'accord avec la Commission européenne qui souhaite continuer dans cette voie ?

Patrick LEMAIRE, FGA-CFDT, France

Question à M. Pekka PESONEN : les travailleurs seront-ils impliqués dans votre prise de position de la semaine prochaine ?

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

J'espère que ce ne sera pas le cas. Le COPA-GEOPA prendra une position pour les employeurs, et l'EFFAT pour les salariés et ensuite nous essaierons de trouver un consensus, nous avons le Comité de dialogue social pour cela.

Je passe maintenant la parole aux orateurs pour le mot de conclusion.

Edgardo IOZIA, Rapporteur du CESE sur le changement climatique

Le débat était intéressant. Je voudrais poser une question à cette salle: demain 25 septembre, la terre a consommé toutes les ressources pour l'année complète, nous devons y réfléchir.

Thomas DOSCH, Vice-Président de l'IFOAM – Groupe UE

La terre est ronde et nous sommes au bord et le danger de tomber est grand. Il y a encore des gens qui pensent que le changement climatique n'existe pas. Nous ne vivons pas dans un monde virtuel, j'aimerais participer à ces changements. L'important, c'est que les politiques prennent cela en main et ne laissent pas la situation à des lobbys.

Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT

Le changement climatique doit être réglé dans les entreprises.

Pekka PESONEN, Secrétaire général du COPA-COGECA

L'agriculture européenne a connu de grands problèmes par la PAC et nous voulons éviter cela à l'avenir et ne pas revenir en arrière. Nous devons nous inscrire dans une politique d'adaptation basée sur les technologies y compris les biotechnologies (OGM)

Il est évident que nous n'acceptons pas la réduction du cheptel qui a eu lieu à l'Est comme à l'Ouest.



Nous devons faire des choix, nous vivons aussi de l'exportation et dans le secteur du bio nous sommes dépendants de l'exportation. Sarkozy au nom de tous les pays a déclaré qu'il nous faut de bonnes normes.

Joël DECAILLON, Secrétaire confédéral de la CES

Je confirme ce que j'ai dit, nous ne réussirons pas si nous ne prenons pas en charge la pauvreté, le commerce ne règle pas tout. Il faut poursuivre notre dialogue social en Europe.

Des normes sociales et écologiques sont nécessaires. En 1985 il y avait 950 millions de salariés, aujourd'hui 3 milliards, et nous devons avoir des droits humains et sociaux pour tous.

Harald WIEDENHOFER, Secrétaire général de l'EFFAT

Je vais aborder quelques aspects politiques. J'aurais souhaité que notre président tchèque soit présent car il fait partie des sceptiques qui ne savent pas qu'il y a un danger pour la survie de la terre. Le changement climatique ne peut plus être stoppé.

Le rapport de la banque mondiale de 2010 sur le développement mondial prévoit que les pays en voie de développement supporteront 70 à 80% les conséquences du changement climatique et que l'écart entre régions et pauvres va se creuser.

Les aliments vont augmenter et il y a plus de 1 milliard de personnes qui souffrent de la famine. L'année dernière nous avons constaté à Haïti, Bangladesh, Egypte, des manifestations pour exiger l'arrêt de la hausse des prix. La bataille pour les salaires est aussi une bataille contre la pauvreté. Il faut des syndicats forts pour obtenir des résultats. Le changement climatique met en danger des places de travail. Une industrie durable peut créer des places de travail. Nous voulons une croissance durable et de nouveaux modèles de société. Pour le travailleur italien du sud qui perd son emploi, ce n'est pas une consolation de savoir qu'un autre travailleur dans le nord récupérera cette place.

Le bilan « green deal » doit donner aux perdants de nouvelles chances de conversion, pour cela des moyens financiers sont nécessaires. Les fonds « FSE » peuvent y contribuer. Il faut renforcer les syndicats et les intégrer davantage dans l'environnement. Nous voulons une croissance durable.

L'accord de 1992 de Rio dit que l'environnement est aussi un environnement du travail. La PAC malheureusement n'intègre dans la conditionnalité (« cross compliance ») que des standards environnementaux et pas sociaux.

En 2001, l'UE s'est engagée à Göteborg pour une politique de la durabilité, mais il faut que l'environnement social en fasse partie. Il faut une évaluation de la durabilité qui prenne en compte les effets sociaux. Les coûts pour les entreprises sont importants, les discussions portent surtout sur les salaires. Dans nos secteurs il faut travailler avec peu de ressources. Dans l'alimentation et l'agriculture les charges sont importantes. Nous devons participer aux discussions sur l'environnement.



Nous nous trouvons devant un défi mondial et nous ne sommes pas prêts, et c'est pour cela que Copenhague doit pouvoir présenter des propositions qui s'appliqueront au niveau mondial, et partagées par tous les protagonistes, sinon, c'est un échec. Les gouvernements nationaux doivent soutenir ces plans. C'est une question de coût: cela représente 1 à 2% du PIB mondial,

et tous les pays doivent y participer, sauf les 49 les plus pauvres. Mais ce ne sera pas suffisant s'il n'y a que les pays industrialisés qui participent, il faut des donateurs privés également. Il faut des objectifs clairs.

Nous avons un allié, c'est le consommateur qui souhaite aussi des produits durables. Aujourd'hui nous manquons d'informations sur les produits. Les produits bio ne sont pas soutenables, car souvent fabriqués dans des conditions de travail non réglementaires. Il faut un équilibre entre les produits durables surtout au niveau financier.

Il faut une coopération très rapprochée entre les ONG et les syndicats. Il fut un temps où l'affrontement entre organisations écologiques et syndicats était fort, mais nous avons tous compris la nécessité des actions communes. Nous avons la chance d'une coopération due par le changement climatique, les syndicats défendront l'écologie et les organisations écologiques, le social. Je tiens à rendre hommage à la CES qui a beaucoup investi dans cette voie. Le nouveau Parlement et la nouvelle Commission de l'UE ne nous ferons pas de cadeaux et nous devons leur faire savoir que nous ne voulons pas être des victimes, mais aussi des acteurs.

Bruno VANNONI, FGA-CFDT, France, Président de l'EFFAT

Ces 2 jours sont un premier pas : l'EFFAT veut s'engager avec ses 3 secteurs à faire entendre sa voix. Le changement climatique ne touche pas seulement l'énergie, nous sommes aussi concernés et nous y travaillerons. Joël a dit « *si rien ne bouge, nous n'y arriverons pas* ». Il faut penser à la formation des salariés, à nos adhérents. Nous devons agir contre les inégalités, l'Afrique va être la plus touchée et nous avons une responsabilité au niveau européen.

Merci de votre participation. Nous devons poursuivre ces rencontres.

Nous vous souhaitons un bon retour à tous et à bientôt, à Berlin.



ANNEXE 1 - PLAN D'ACTION DE L'EFFAT

PLAN D'ACTION DE L'EFFAT POUR LUTTER CONTRE LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le climat change. Qu'en est-il des travailleurs?

Le 23 septembre 2009, à Bruxelles, les représentants des syndicats de l'agriculture, du tourisme et du secteur alimentaire ont constaté que :

- Le changement climatique a des conséquences négatives pour les secteurs de l'EFFAT, en particulier l'agriculture et le tourisme sont et seront sévèrement touchés. Mais à l'avenir, l'industrie alimentaire également sera toujours davantage affectée par les conséquences négatives.
- En l'absence de stratégies d'adaptation globales et développées rapidement, les progrès économiques et sociaux de ces secteurs seront compromis.

C'est pourquoi l'EFFAT se fixe les objectifs suivants sur l'application desquels les membres seront informés et à la réalisation desquels les syndicats nationaux intéressés à résoudre ces problèmes seront associés :

- informer les membres sur les politiques de l'Union européenne et du mouvement syndical européen relatives aux mesures de lutte contre le changement climatique;
- promouvoir l'analyse et la discussion des conséquences de la politique de changement climatique et des événements qui en découlent sur l'emploi. Une étude des syndicats sur les conséquences de la politique de changement climatique en Europe sur l'emploi devrait être présentée comme modèle pour tous les trois secteurs;
- renforcer le dialogue social entre employeurs et syndicats sur les conséquences du changement climatique et
- participation et consultation des syndicats agricoles auprès des instances compétentes de l'Union européenne qui se prononcent sur la nécessité d'adaptation et l'échange de méthodes éprouvées, étant donné que les changements de l'agriculture constituent un composant-clé de l'adaptation.

Les représentants réunis au sein de l'EFFAT revendiquent ce qui suit:

- Garantir la participation des syndicats à la prise de décision, étant donné que la participation des travailleurs est absolument nécessaire à la durabilité de la politique de changement climatique qui influence tant la production que la consommation.



- Promouvoir les investissements publics pour soutenir une reconduction à long terme de la politique énergétique vers des solutions énergétiques durables et à haute intensité de travail.
- Mettre en place un fonds pour faire face aux problèmes d'adaptation, qui soit géré et financé en grande partie par les pouvoirs publics ; tous les groupements d'intérêt, y compris les syndicats, devraient être associés à l'utilisation de ce fonds.
- Encourager la promotion d'investissements publics dans les produits et services à grande efficacité énergétique comme par exemple la rénovation énergétique des habitations et des transports publics, et dans la recherche et le développement d'énergies renouvelables ainsi que de technologies propres et à grande efficacité énergétique.
- Soutenir l'introduction d'un système de contrôle des normes de travail reconnues au niveau international, des normes sociales et environnementales pour l'adoption du mécanisme de développement écologiquement propre (MDP) et de projets d'initiatives communes (IJ), afin qu'ils puissent contribuer à un travail décent tel que défini par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
- Assurer des programmes de transition pour les travailleurs déplacés, y compris des mesures de conseil et de formation, ainsi qu'un soutien financier.
- Examiner les moyens permettant de garantir des conditions équitables dans le commerce mondial pour les industries énergivores des pays qui appliquent le protocole de Kyoto en l'absence d'émissions de dioxyde de carbone dans les autres grands pays producteurs.
- Encourager les incitatifs fiscaux pour promouvoir le développement de carburants alternatifs.
- Soutenir les quotas d'importation et la protection tarifaire pour assurer le développement de la production en Europe.
- Soutenir l'introduction « urgente » de critères de durabilité obligatoires (y compris la dimension sociale) dans les réglementations de l'UE et les accords commerciaux internationaux pour empêcher les changements dans l'affectation des terres (déforestation, désertification) et la perte de la biodiversité, ainsi que garantir des conditions de travail adéquates dans les pays du tiers monde.
- Le défi et l'opportunité pour l'UE et ses Etats membres dans la période jusqu'à fin de 2013 est d'utiliser au mieux les moyens de la PAC disponibles pour soutenir l'adaptation de l'agriculture et par conséquent l'adaptation de la main-d'œuvre agricole au changement climatique.

ANNEXE 2 - PRESENTATIONS DES ORATEURS

Les documents suivants sont joints au compte-rendu:

- Discours de bienvenue de Bruno VANNONI, Président en exercice de l'EFFAT (*disponible en FR*)
- Changement climatique et gestion de l'eau – Rapport de Lucía GARCIA QUISMONDO (FTA-UGT) sur une réunion de l'EFFAT en Espagne (*disponible en ES/IT/FR/EN/DE*)
- Les stratégies d'adaptation nécessaires au changement climatique – Exemple des régions de montagne – Rapport de Salvatore LO BALBO (FLAI-CGIL) sur une réunion de l'EFFAT en Italie (*disponible en ES/IT/FR/EN/DE*)
- Contribution du Portugal: L'impact du changement climatique sur l'emploi – Présentation de Luis CARLOTO MARQUES (SETAA) (*disponible en PT*)
- Contribution de la Roumanie: L'impact du changement climatique sur l'emploi – Présentation de Brinduzza Cezara SOARE (AGROSTAR) (*disponible en EN*)
- Les conséquences du changement climatique pour le tourisme – Présentation de Kerstin HOWALD, Secrétaire Tourisme de l'EFFAT (*disponible en EN*)
- L'adaptation du tourisme au changement climatique en Espagne – Présentation de Josefina GARCIA LUPIANEZ (FECOHT-CC.OO) (*disponible en ES*)
- Quelle est la situation dans le secteur alimentation, boissons et tabac? – Présentation de Eric DRÉSIN, Secrétaire Alimentation de l'EFFAT (*disponible en EN*)
- Agriculture et changement climatique - Contributions des syndicats européens de l'agriculture et du tourisme pour résoudre l'impact du changement climatique – Présentation de Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT (*disponible en DE*)
- Agriculture et changement climatique –quelques aspects des résultats et des revendications des travailleurs et de leurs syndicats – Contribution de Arnd SPAHN, Secrétaire Agriculture de l'EFFAT (*disponible en DE*)



ANNEXE 3 – LISTE DES PARTICIPANTS

Organisations membres de l'EFFAT (ayant participé les 23 et 24 septembre 2009)

AUTRICHE

1. Heinz FLUCH, GMTN,
2. Alois KARNER, GMTN

CROATIE

1. Armando BICAK, PPDIV, Vice-President
2. Feliks, FRAJTAG, PPDIV, Member of PPDIV Presidency

DANEMARK

1. Peter Kaae HOLM, 3F President Agriculture Sector
2. Jesper LUND LARSEN, 3F, Health, Safety & Environment coordinator

FRANCE

1. Bruno VANNONI, FGA-CFDT, Vice-président de l'EFFAT
2. Barbara BINDNER, FGA-CFDT, Secrétaire fédérale
3. Patrick LE MAIRE, FGA-CFDT, Conseiller fédéral
4. Pierre VAN NOPPEN, CFE-CGC, Membre du Bureau exécutif
5. Claire ETINEAU, CFTC-AGRI
6. Jocelyne MARMANDE, FGTA-FO (uniquement le 23/09)

ALLEMAGNE

1. Holger BARTELS, IG BAU
2. Lisa BAUCH, IG BAU, Projektmitarbeiterin
3. Peter KERN, IG BAU, Projektmitarbeiter

ITALIE

1. Antonio CARBONE, ALPA, Presidente
2. Salvatore LO BALBO, FLAI-CGIL, Segretario nazionale – Dipartimento Agricoltura
3. Enrico TONGHINI, UILA-UIL, Tesoriere
4. Alessandro PACCIANI, Università di Firenze, Professore di politica agraria e agroalimentare, EFFAT expert in the European Network for Rural Development of the European Commission & Sig.ra TOCCACIELI, Assistente

LETTONIE

1. Vladimir SOKOLOVS, LATU, Vorsitzender
2. Sarma KREGERE, Stellv. Vorsitzende



MALTE

1. Charles AZZOPARDI, General Workers' Union, TU representative
2. Carmelo BALZAN, GWU, TU representative

POLOGNE

1. Leon GRYCUK, ZZPR, President
2. Jozef PIECHOTA, ZZPR, Vice-President
3. Danuta RYBKA, Head office manager
4. Urszula SAS DOLZYCKA, ZZPR, Interpreter-translator

PORTUGAL

1. Jorge SANTOS, SETAA, General Secretary
2. Luis CARLOTO MARQUES, SETAA, Regional Secretary

ROUMANIE

1. Tudor DOROBANTU, AGROSTAR, General Secretary
2. Adina Beatrice MARINCEA, AGROSTAR, Project consultant
3. Brinduză Cezara SOARE, AGROSTAR, Project consultant
4. Adrian COJOCARU, CNS "Cartel Alfa", Vice-President

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

1. Jaroslav KERY, OZPP, President GO
2. Dusan URBAN, OZPP

ESPAGNE

1. Miguel RODRIGUEZ GUTIERREZ, FTA-UGT, Secretario de Política Agraria y Vicepresidente del sector Agricultura de EFFAT
2. Lucía GARCIA –QUISMONDO G^a ARCICOLLAR, FTA-UGT, Secretaria de política agraria (on 23/09 only)
3. Candida RODRIGUEZ RAMIREZ, FTA-UGT
4. Manolo BONMO DONAT, FTA UGT
5. Fernando MEDINA, FECOHT-CC.OO, Secretario de acción sindical internacional
6. Josefina GARCIA LUPIANEZ, FECOHT-CC.OO, Secretaria de medio ambiente
7. Margot SASTRE ALBIS, FSIABT-CC.OO, Secretaria de Internacional

TÛRQUIE

1. Mustafa CARDAKACI, TARIM-IS, General Secretary
2. Canan KOC, TARIM-IS, International Relations
3. Ali DALKILIC, TARIM-IS, Education & Research Secretary





Experts externes

1. Jean-Pierre KLAPUCH, Réseau Projectives, Président
2. Patrick CAUDRON, Réseau Projectives
3. Karla RICHTER, external expert (FSI Projektleiterin)

EFFAT

1. Harald WIEDENHOFER, General Secretary
2. Arnd SPAHN, Secretary of the agriculture sector
3. Eric DRESIN, Secretary of the food sector
4. Kerstin HOWALD, Secretary of the tourism sector
5. Codruta Liliana FILIP, Press officer
6. Arlette CUREZ, Agriculture Secretariat
7. Chloé REVALIER, EFFAT trainee



PARTICIPANTS À LA RÉUNION DU 24 SEPTEMBRE UNIQUEMENT

ORATEURS

1. Iriñi PARI, Vice-President of the European Economic and Social Committee
2. Joël DECAILLON, ETUC Confederal Secretary
3. Pekka PESONEN, General Secretary of COPA-COGECA
4. Thomas DOSCH, Deputy President of IFOAM- EU Group
5. Edgardo IOZIA, EESC rapporteur on climate change and energy related opinions
6. Claire COURTEILLE, International Trade Union Confederation

COMMISSION EUROPÉENNE

1. Marco SORDINI, DG EMPL, Unit D/1- Employment analysis
2. Frederic LAGNEAUX, DG EMPL, Unit D/1 – Employment analysis
3. Martin ULBRICH, DG EMPL
4. Elvira GRASSI, DG AGRI, Unit D.4 -Promotion of agricultural products
5. Nicole HUGONNARD-ROCHE, DG AGRI, Administrateur principal
6. Daniela TERRILE, DG AGRI, Unit K.3

CESE/EESC/EWSA

1. Iriñi PARI, Vice-President of the European Economic and Social Committee
2. Edgardo IOZIA, EESC rapporteur on climate change and energy related opinions
3. André MORDANT, Groupe II

AUTRES PARTICIPANTS & INVITÉS

- | | | |
|-----------------------------|---|---|
| 1. CHRISTENSEN, Henriette | Pesticide Action Network
Europe – Brussels
Representation | Policy coordinator |
| 2. DECRAMER, Ariane | VLEVA - Liaison
Agency Flanders-Europe | Liaison Officer Sustainable
Development & Rural Policy |
| 3. GARCIA GARCIA, Elena | FECOAM (Federación de
Cooperativas Agrarias de
Murcia) | European Project Manager |
| 4. GARCIA DOMINGUEZ, Javier | Oficina de la Región de
Murcia | Agriculture & Environment
Policy Advisor |



5. HUTFLESZ, Lilla	Brussels Representation of the West Pannon Region (Hungary)	Project coordinator
6. INGALSUO, Jouni	MTK Finland Office of Finnish Agriculture & Cooperatives	Trainee
7. KÖLLING, Antje	IFOAM EU Group	Assistant
8. KÜGLER, Michael	Chambers of Agriculture-EU Platform	Head of office
9. KUIPERS, Yoline	EUROHEALTHNET	Project Officer
10. LUYCX, Agnès	GEOPA (Agricultural Employers' Group) of COPA	Secretary in charge
11. PAITOWSKY, Claudio	CONFEDERDIA	President
12. PINDADO CARRIÓN, Pablo	Permanent Representation of Spain to the EU	Counsellor for Agriculture, Fisheries and Food
13. POCCIANI, Clemente	EU Affairs Consultant	
14. POCHET, Philippe	European Trade Union Institute (ETUI)	Director general
15. PONCE DEL CASTILLO, Aida	European Trade Union Institute (ETUI)	Researcher in nanotechnologies
16. PORST, Nina	FAO – Brussels office	Assistant
17. SCHELLHORN, Martin	EESC	Trainee
18. SCHMIDT, Erika	Municipality of the City of Sopron, Hungary	



- | | | |
|----------------------------------|---|--------------------------------|
| 19. SCHLITTER, Tina | Bundesagentur für Arbeit
– European
Representation | |
| 20. SCHWARZ, Tobias | Vertretung des Landes
Sachsen-Anhalt bei der
Europäischen Union –
Angelegenheiten des
Ministeriums für
Landwirtschaft & Umwelt | Policy officer |
| 21. STRECKE, Elisa | DEXIA Asset
Management
Brussels Representation of
the West Pannon
Region | Sustainability analyst |
| 22. SZARKA, Evelin | Young European
Federalists Belgium | International relations expert |
| 23. VANDEKERCKHOVE,
Angélique | IFOAM EU Group | Student |
| 24. VINCENT, Audrey | | |

JOURNALISTS

- | | |
|-------------------|----------------------------------|
| BEN MARZOUK, Aziz | AGRA Alimentation |
| JANSON, Robert | Kommunal News Magazine
Sweden |
| BRONDUM, Rilke | Danish magazine |

